



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 8 décembre 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2020 - 197

ECLAIRAGE PUBLIC

**CONTRAT DE PARTENARIAT POUR LA RENOVATION, LA GESTION ET
L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC, DE LA SIGNALISATION
LUMINEUSE TRICOLEURE ET LA MISE EN VALEUR DE CERTAINS BATIMENTS DE LA
VILLE DE GRASSE - RESILIATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 1 décembre 2020, s'est réuni le mardi 8 décembre 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD (prend part aux délibérations N°194 à N°226)

Monsieur Jean-Paul CAMERANO (prend part aux délibérations N°194 à N°226)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 10 novembre 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

DU 8 DECEMBRE 2020

ECLAIRAGE PUBLIC

**CONTRAT DE PARTENARIAT POUR LA RENOVATION, LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES
INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC, DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLERE ET LA MISE EN
VALEUR DE CERTAINS BATIMENTS DE LA VILLE DE GRASSE - RESILIATION**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération a pour objet la résiliation pour faute du contrat de partenariat pour la rénovation, la gestion et l'exploitation des installations d'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et la mise en valeur de certains bâtiments de la ville de Grasse conclu le 15 juillet 2013.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur le Maire expose :

1.- Rappel de l'objet du contrat de partenariat et du montant financier adossé- Le 15 juillet 2013, la Ville a conclu avec le groupement solidaire constitué des sociétés INEO SA et Etablissements Pignatta, un contrat de partenariat public-privé (PPP) ayant pour objet de financer, concevoir, construire et réaliser les travaux de rénovation du parc d'éclairage public de la ville et d'assurer l'exploitation-maintenance et le gros entretien-renouvellement dudit parc.

Conclu pour une durée de 20 ans à compter de sa notification le 1^{er} août 2013, le contrat a été transféré à la société dédiée ILLUMINEO Grasse par avenant n°1 du 14 novembre 2013.

Conformément à la logique inhérente à tout contrat de partenariat public-privé, ce contrat fixait au partenaire privé des objectifs de performance à atteindre dans le cadre de l'exécution de ses missions. En application du programme de performance défini à son annexe 5, le partenaire s'engageait ainsi notamment à ce que les consommations électriques ne dépassent pas, à périmètre constant, un certain niveau et à ce que les taux moyens de panne et temps d'intervention décrits dans les pièces techniques soient respectés.

Corrélativement, le contrat mettait à la charge du partenaire privé la mise en place de divers outils, devant précisément permettre à la Ville de s'assurer du bon fonctionnement du service et du respect des objectifs contractuels de performance. En particulier :

- application de l'article X.1.b de l'annexe 2.1 du contrat, le partenaire était chargé de mettre en place un outil de gestion de maintenance assisté par ordinateur (GMAO) devant garantir une information exhaustive, fidèle et « *en temps réel* » des demandes d'intervention de la Ville et de leur traitement par le partenaire ;
- le partenaire était en outre tenu, application de l'article 55.2 du contrat et de son annexe 2.1, de remettre à la Ville divers livrables contractuels (rapports mensuels, trimestriels et annuels d'activité).

2. Il doit par ailleurs être rappelé que la société ILLUMINEO a eu recours, pour le financement des ouvrages et travaux objet du contrat, à trois types de financement (regroupés sous le vocable « *Instruments de Dettes* ») :

- **un financement en fonds propres**, à hauteur de 5% - ce financement correspondant à ce que le contrat désigne comme « *Instruments de Fonds Propres* » ;
- **un financement *corporate* apporté par INEO SA**, à hauteur de 15% - ce financement constituant, aux termes du contrat, la « *Dette Projet* » ;
- **un financement bancaire**, à hauteur de 80% - correspondant, aux termes du contrat, aux « *Instruments de Crédit* » et aux « *Instruments de Couverture* », ensemble la « *Dette Dailly* ».

S'agissant plus précisément de la « *Dette Dailly* », celle-ci a été apportée par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Provence-Alpes-Corse et la Caisse d'Épargne Côte d'Azur (les « *Prêteurs* ») par une convention de crédit long terme d'un montant de 5.067.949 euros (le « *Crédit* »), signée le 3 décembre 2013 et destinée au refinancement partiel des deux tranches de travaux correspondant à une « *Phase N* »¹.

Le Crédit, octroyé à taux variable, a été adossé à un taux fixe *via* des instruments de couverture de taux souscrits auprès de Natixis (la « *Banque de Couverture* »), au titre d'une convention de couverture de taux en date du 3 décembre 2013 (la « *Convention de Couverture de Taux* »).

Dans le même temps, le Crédit a fait l'objet d'une cession de créances notifiée et acceptée au titre de la société ILLUMINEO et cédé aux « *Prêteurs* », à titre de garantie, en application des dispositions des articles L. 313-23 et suivants du code monétaire et financier, les créances qu'il détient sur la Ville au titre du Contrat (la « *Cession Dailly Acceptée* »), dans la limite, pour chaque Tranche N, de 80 % de la « *Rémunération Financière* »².

Les conditions de mise en œuvre de la Cession Dailly acceptées ont été précisées par une convention tripartite – signée par la Ville, ILLUMINEO et les Prêteurs – en date du 9 décembre 2013 (la « *Convention Tripartite* »).

¹ Selon les termes du Contrat, la « *Phase N* » désigne « *une phase de travaux permettant de réaliser une partie des investissements initiaux correspondant à l'ensemble des Ouvrages donnant lieu à l'établissement et à la signature d'un Procès-verbal d'Achèvement des Ouvrages Phase N* ».

² Selon les termes du Contrat, la « *Rémunération Financière* » désigne « *la part de Rémunération (terme R1) intégrant et distinguant les coûts d'investissement et de financement, tels qu'ils sont supportés par le Partenaire au titre du Contrat. La Rémunération Financière comprend la Rémunération Financière Projet et la Rémunération Irrévocable* ».

3. Difficultés d'exécution rencontrées - Si la phase de réalisation des travaux de rénovation du parc d'éclairage public n'a pas donné lieu à des réserves majeures, l'entrée en phase d'exploitation-maintenance s'est rapidement traduite par une série de manquements récurrents du partenaire à ses engagements contractuels, principalement dans la réalisation et le suivi des interventions de maintenance corrective.

Ces manquements sont principalement de trois ordres :

- en 2017 et 2018, la société ILLUMINEO s'est tout d'abord abstenue de procéder à la remise, dans les délais contractuellement impartis, de divers livrables documentaires, pourtant destinés à assurer un suivi de la bonne exécution du contrat : les rapports mensuels d'activité n'ont, jusqu'à fin 2018, jamais été remis ; les rapports annuels d'activité pour 2017 et 2018, ont été remis avec du retard et de manière incomplète ; les rapports trimestriels sur l'état des équipements d'éclairage public n'ont, là encore, jamais été transmis en 2017 et 2018 ;
- au niveau des opérations de maintenance corrective, de nombreux retards d'intervention et de rétablissement ont été régulièrement constatés, en méconnaissance des délais d'intervention et de rétablissement garantis par le contrat – ces retards concernant aussi bien des foyers éteints que des pannes d'armoire - ;
- enfin, la société ILLUMINEO a été dans l'incapacité de mettre en place un outil de GMAO conforme à ses engagements contractuels, son outil *e-candela* se révélant défectueux et lacunaire, que ce soit dans la géolocalisation des points lumineux ou dans le traçage des interventions de maintenance (défaut de renseignement de nombreuses dates d'intervention ; absence, incomplétude voire incohérence des fiches d'intervention).

La Ville a régulièrement déploré ces défauts d'exécution, qui touchent à l'une des composantes essentielles de tout contrat de partenariat, à savoir les obligations d'entretien-maintenance et les moyens affectés à leur suivi.

S'agissant ainsi des dysfonctionnements de la GMAO, ceux-ci ont été signalés à la société ILLUMINEO dès le mois de septembre 2017, et ont fait l'objet de plusieurs courriers de mise en demeure successifs (en novembre 2017, mai 2018 et février 2020).

Ces mises en demeure sont toutefois restées globalement sans effet, les ajustements ponctuellement apportés par ILLUMINEO à sa solution *e-candela* ne permettant pas de mettre celle-ci au niveau contractuellement attendu. En réalité, cet outil s'est révélé intrinsèquement obsolète et inadapté à l'exécution du contrat, ce que la société ILLUMINEO a elle-même dû finalement reconnaître.

Parallèlement à ces mises en demeure, la Ville a logiquement fait application des pénalités contractuellement prévues, que ce soit au titre de la remise tardive ou incomplète de documents (art. 56.2 du contrat) ou de la non-atteinte des engagements de performance (art. 56.4 du contrat). Le montant théorique de ces pénalités s'est ainsi élevé à :

- 98 750 euros, au titre de l'année 2018 ;
- 238 100 euros, au titre de l'année 2019 ;
- et 1 345 600 euros selon la méthode 1 de calcul ou 1 085 800 euros selon la méthode 2, au titre de l'année 2020.

Toutefois, le contrat (art. 56.5.4 b) venant plafonner le montant annuel des pénalités applicables à 5% du montant annuel de la redevance R2, soit à la somme de 19 380 euros en 2018, 19 915 euros en 2019 et 20 419 euros en 2020, les pénalités effectivement notifiées et mises en œuvre par la Ville à l'encontre de la société ILLUMINEO ont, pour chacune de ces trois années, été cantonnées à ce montant plafond.

Etant précisé que la société ILLUMINEO n'a jamais formellement contesté la mise en œuvre de ces pénalités, comme l'article 56.5.1 du contrat lui en laissait pourtant la possibilité.

4. Engagement de la procédure de résiliation du contrat, pour faute de la société ILLUMINEO - Ces manquements contractuels, par leur gravité et leur permanence, et alors même que la Ville n'a eu de cesse d'inviter la société ILLUMINEO à les corriger, remettent directement en cause la capacité de cette dernière à exécuter le contrat de manière satisfaisante, dans le respect des objectifs de performance en considération desquels la Ville avait décidé de conclure ce partenariat public-privé.

Ces carences récurrentes de la société ILLUMINEO compromettent directement la qualité du service d'éclairage public de la ville ; elles en compliquent en outre le suivi, obligeant à une forte mobilisation des services de la Ville et de ses conseils, avec les surcoûts qui en résultent.

Dans ces conditions, il est apparu inévitable d'envisager la résiliation du contrat de partenariat, pour faute de la société ILLUMINEO.

Pour rappel en effet, le contrat de partenariat prévoit que cette résiliation pour faute est notamment possible dans les deux cas suivants :

- en cas d'atteinte du plafond annuel de pénalités, durant deux années consécutives (art. 60.1 du contrat).

Or, comme cela a été rappelé, ce plafond annuel s'est trouvé de fait atteint durant trois années consécutives.

- en cas de manquement du partenaire privé à ses obligations contractuelles et dès lors que ce manquement est (i.) « *d'une particulière gravité* » ou « *récurrent* » et (ii.) qu'il est « *de nature à compromettre la sécurité, la continuité du service public ou la bonne mise en œuvre de l'exploitation des Ouvrages* » (art. 60.2 du contrat).

Sur ce point, les dysfonctionnements structurels de l'outil *e-candela* constituent incontestablement, au sens de cet article, un manquement tout à la fois « *récurrent* » aux obligations contractuelles de la société ILLUMINEO, et d'une « *particulière gravité* » - l'outil GMAO étant, encore une fois, au cœur du contrat de partenariat, en tant notamment qu'il doit permettre à la Ville de contrôler le respect des engagements de performance. En cela également, ce manquement est de nature à compromettre directement la continuité du service public et la bonne mise en œuvre de l'exploitation du parc d'éclairage public de la Ville.

Pour ces raisons, et conformément à l'article 60.3.1 du Contrat, la Ville a donc, par courrier du 22 septembre 2020, informé la société ILLUMINEO de son intention de procéder à la résiliation pour faute du contrat de partenariat et l'a mise en demeure, sous un délai d'un mois :

- au titre de l'atteinte du plafond de pénalités, de présenter toutes observations utiles ;
- au titre de la non-conformité de l'outil de GMAO, d'y remédier en mettant en place un nouvel outil de GMAO répondant en tous points aux exigences contractuelles.

5. A la suite de cette mise en demeure, une réunion s'est tenue entre les parties le 13 octobre 2020, à la demande de la société ILLUMINEO, laquelle, par un courrier du 22 octobre suivant, a apporté des éléments de réponse écrits.

Ces éléments de réponse n'apparaissent toutefois pas convaincants, mais confirment au contraire les griefs formulés par la Ville.

S'agissant ainsi du premier grief, la société ILLUMINEO admet ne pas pouvoir « *nier l'atteinte du plafond de pénalités* » sur plus de deux années successives, se bornant à invoquer la prétendue « *dynamique de progrès* » dans laquelle elle entendrait désormais s'inscrire.

Quant au second grief, lors de la réunion du 13 octobre 2020, les représentants d'ILLUMINEO n'ont pas nié, là encore, les dysfonctionnements de l'outil *e-candela*, reconnaissant son « *obsolescence* » et la nécessité de procéder à son remplacement.

La société ILLUMINEO a, à cet égard, annoncé la mise en place d'un nouvel outil de GMAO, dénommé NEXTCITY, mais dont le déploiement, toujours aux dires des représentants d'ILLUMINEO, nécessite plusieurs semaines.

Finalement, et contrairement à ces premières indications calendaires, la société ILLUMINEO a informé la Ville que ce nouvel outil était d'ores et déjà « *opérationnel* » et déployé au sein de ses services de maintenance, et a sollicité en urgence l'organisation d'une réunion de « *démonstration* », laquelle s'est tenue le 22 octobre 2020 dans les locaux de la Ville.

Si, à cette occasion, l'installation de cette nouvelle solution de GMAO sur deux postes informatiques de la Ville a pu être constatée, son fonctionnement a rapidement fait apparaître que celle-ci n'était toujours pas pleinement opérationnelle.

Depuis lors, plusieurs dysfonctionnements majeurs ont ainsi pu être constatés :

- la saisie des dates d'intervention ne reflète pas la réalité sur le terrain – certaines demandes d'intervention apparaissant comme « *résolues* » dans l'outil de GMAO, alors même qu'il a pu être constaté qu'elles ne l'étaient pas sur le terrain ;
- la géolocalisation des points lumineux est encore approximative ;
- les travaux réalisés dans le cadre du gros entretien-renouvellement (GER) sur le réseau d'éclairage public ne sont pas intégrés dans la GMAO ;
- les exports des interventions sur le parc d'éclairage public sont incomplets ;

- les attributs permettant de caractériser les supports et points lumineux sont incohérents ;
- le non-numérotage des points lumineux installés dans le cadre du GER complexifie les demandes d'intervention.

En réalité, tout laisse à penser que ce nouvel outil, dont le déploiement annoncé devait initialement prendre plusieurs semaines, l'a finalement été prématurément et « à la hâte », dans le seul but de satisfaire facialement au courrier de mise en demeure de la Ville.

6. - Dans ces conditions, il y a lieu de constater que la mise en demeure en date du 22 septembre 2020, est restée infructueuse, et que les motifs de résiliation annoncés se trouvent caractérisés :

- le plafond annuel de pénalités a été atteint sur plus de deux années successives, ce que la société ILLUMINEO admet sans même tenter d'invoquer de quelconques circonstances exonératoires ;
- les dysfonctionnements graves et récurrents de la solution de GMAO ont, là encore, été reconnus par la société ILLUMINEO, et ne sont en l'état pas palliés par la nouvelle solution NEXTCITY, précipitamment déployée et dont le fonctionnement ne présente toujours pas les garanties de fiabilité contractuellement requises et légitimement attendues d'un tel outil ; ce qui compromet donc directement la continuité du service public et la bonne mise en œuvre de l'exploitation du parc d'éclairage public de la Ville.

Plus généralement, l'exécution laborieuse sur plusieurs années du contrat, en dépit des alertes répétées de la Ville a définitivement entamé le lien de confiance indispensable à sa poursuite.

C'est pourquoi il est proposé d'en prononcer la résiliation pour faute, conformément aux stipulations de son article 60.

Le prononcé d'une telle résiliation serait alors de nature à emporter plusieurs conséquences et appellerait divers arbitrages, sur lesquels le Conseil municipal aurait à se prononcer.

7. Droit de substitution reconnu aux Prêteurs – Tout d'abord, il doit être rappelé que conformément au contrat de partenariat, (art. 60.4), les Prêteurs, qui ont été informés du courrier de mise en demeure notifié à ILLUMINEO, ont la possibilité, s'ils le souhaitent, de proposer la reprise du contrat de partenariat par une entité de substitution.

Ils disposent, pour ce faire, d'un délai de deux mois, à compter de l'expiration du délai de mise en demeure.

La résiliation pour faute du contrat de partenariat ne pourra donc, en tout état de cause, être effective que si les Prêteurs ne faisaient pas usage de cette faculté, ou si l'entité de substitution proposée ne présentait pas toutes les garanties (techniques, financières et professionnelles) requises.

8. Conséquences financières - Ensuite, et conformément à l'article 60.5.1 du contrat, cette résiliation met à la charge de la Ville le paiement d'une indemnité de résiliation dont le montant est, en synthèse, égal à la différence entre :

- d'une part :
 - la « Valeur Non Amortie des Ouvrages » (la « **VNAO** » ou « Indemnité Financière Phase N »), laquelle correspond, en substance, au remboursement de la Dette Projet et de la Dette Dailly
 - les différents frais liés à la rupture des Instruments de Dette ;
 - la TVA ;

- les rémunérations restant dues au partenaire ; et
- d'autre part : le préjudice subi par la Ville en raison de la résiliation du contrat, dans la limite toutefois d'un plafond égal au montant du terme R2 de la rémunération du Partenaire, versée l'année précédant la résiliation – soit 408 379,99 euros toutes taxes comprises.

Etant en outre précisé que :

- le montant de cette indemnité de résiliation doit être arrêté dans les cinq jours suivant la date de prise d'effet de la résiliation, son versement devant intervenir dans les 30 jours suivant cette même date ;
- la part de l'indemnité correspondant au remboursement de la Dette Dailly doit être directement versée entre les mains des Prêteurs, conformément à la Cession Dailly et la convention tripartite.

9. Sur ce dernier point relatif au remboursement de la Dette Dailly, les dispositions combinées du contrat de partenariat et de la convention tripartite ouvre une option, à la discrétion de la Ville :

- soit la Ville procède au paiement de cette part de l'indemnité de résiliation, en une seule fois (Option 1);
- soit la Ville décide de procéder à un paiement échelonné de cette indemnité jusqu'à la fin du Crédit (Option 2), éventuellement à travers une reprise, à convenir avec les Prêteurs, du crédit et de la convention de couverture de taux initialement conclus par la société ILLUMINEO.

Le choix entre les deux options sera opéré en fonction du niveau de l'indemnité de résiliation et des coûts associés pour agir au mieux des intérêts de la ville. Si le montant de cette indemnité, chiffré après décision de résiliation anticipée du contrat de PPP, est supérieur à 20 % du capital restant dû, la ville devra choisir l'option de substitution.

10. Au total, et même si les montants en cause devront être affinés et actualisés à la date de prise d'effet de la résiliation, celle-ci répondrait donc, pour la Ville, aux conséquences financières suivantes :

- (i.) Paiement au profit de la société ILLUMINEO d'une indemnité de résiliation, correspondant principalement au remboursement de la Dette Projet et aux frais de rupture de ce financement, déduction faite des préjudices subis par la Ville (dans la limite du plafond précédemment indiqué). Le montant de cette indemnité de résiliation s'élèverait ainsi à environ 982 941,93 euros. A titre de précision, ce montant se décompose en 292 766,72€ pour le Dette Fonds Propres et 690 175,21€ pour la Dette Projets³

Pour ce faire, il appartiendra à la Ville de se refinancer sur le marché, aux conditions actuelles.

- (ii.) Reprise, auprès des Prêteurs, du contrat de crédit et de la convention de couverture de taux initialement conclus par ILLUMINEO, à hauteur donc d'un montant d'environ 4 554 169,74 euros et sur une durée de 12,6 années⁴.

11. Date de prise d'effet de la résiliation – Il est enfin proposé de fixer la date de prise d'effet de la résiliation pour faute au 31.03.2021 - 24h00.

³ Ces données ont été calculées en l'hypothèse d'une résiliation au 31/03/2021, après le règlement de l'échéance au 31/03/2021

⁴ Dans l'hypothèse d'une résiliation au 31/03/2021, après règlement de l'échéance au 31/03/2021.

Ce préavis doit tout à la fois permettre (i.) de négocier, auprès des Prêteurs, la reprise du contrat de crédit et de la convention de couverture de taux, et (ii.) de mettre en place un marché public de courte durée (de 12 mois environ), afin d'organiser la continuité des prestations d'exploitation et de maintenance du parc d'éclairage de la Ville.

Parallèlement, une réflexion doit être menée sur les conditions de réorganisation, à plus long terme, du service de l'éclairage public de la Ville (reprise en régie, mise en place d'un marché de performance énergétique, etc.).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le contrat de partenariat pour la rénovation, la gestion et l'exploitation des installations d'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et la mise en valeur de certains bâtiments de la ville de Grasse conclu le 15 juillet 2013, ainsi que son avenant n°1 ;

Considérant qu'en application de l'article 60.1 du contrat de partenariat, l'atteinte du plafond de pénalités prévu à l'article 56.5.4.b du contrat de partenariat durant deux années consécutives, est de nature à justifier la résiliation du contrat pour faute du partenaire ; que ce plafond de pénalités a été atteint durant trois années consécutives de 2018 à 2020 ;

Considérant qu'en application de l'article X.1.b de l'annexe 2.1 de ce contrat, le partenaire était chargé de mettre en place un outil de GMAO conforme aux exigences contractuelles ; que l'outil de GMAO « *e-candela* » initialement mis en place par la société ILLUMINEO Grasse s'est avéré incapable de répondre à ces exigences contractuelles, ce que la société ILLUMINEO Grasse ne conteste pas ; que les dysfonctionnements structurels de cet outil de GMAO constituent un manquement grave et *récurrent*, de *nature à compromettre la sécurité, la continuité du service public ou la bonne mise en œuvre de l'exploitation des Ouvrages* » au sens de l'article 60.2 du contrat ;

Considérant que chacun des griefs ci-dessus est de nature à fonder la résiliation pour faute du contrat de partenariat en application des stipulations de son article 60 ;

Considérant que la société ILLUMINEO Grasse a été mise en demeure de présenter ses observations et de se conformer à ses obligations contractuelles par courrier en date du 22 septembre 2020, lui assignant un délai d'un mois à cet effet ;

Considérant qu'en réponse à cette mise en demeure, la société ILLUMINEO Grasse a reconnu ne pouvoir nier l'atteinte, sur plus de deux années successives, du plafond contractuel de pénalités ; que si la société ILLUMINEO Grasse a procédé, lors de l'ultime jour du délai de mise en demeure, à l'installation d'une nouvelle solution de GMAO (NEXTCITY), celle-ci ne peut toujours pas être regardée comme pleinement opérationnelle et conforme aux exigences contractuelles ; qu'en conséquence, la mise en demeure est restée infructueuse ;

Considérant que dans le cadre de la résiliation pour faute du contrat de partenariat, et conformément aux stipulations de ce dernier et de la convention tripartite conclue avec les Prêteurs, la Ville a un intérêt à la reprise du contrat de crédit et de la convention de couverture de taux initialement conclus par la société ILLUMINEO Grasse ;

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 24 novembre 2020,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de la résiliation aux torts de la société ILLUMINEO du contrat de partenariat pour la rénovation, la gestion et l'exploitation des installations d'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et la mise en valeur de certains bâtiments de la ville de Grasse conclu le 15 juillet 2013 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, sans préjudice de la faculté de substitution contractuellement reconnue aux Prêteurs, à résilier pour faute ledit contrat de partenariat, avec une prise d'effet au 31/03/2021 ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, à informer les Prêteurs du choix de la Ville, si cette option s'avérait la plus favorable aux intérêts de cette dernière, de procéder à la reprise du crédit et de la convention de couverture de taux initialement conclus par la société ILLUMINEO Grasse, et à engager toutes discussions avec les Prêteurs à cet effet ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant, à prendre toutes les décisions requises par la mise en œuvre de la résiliation du contrat de partenariat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour, 2 abstentions : Monsieur P. ISNARD, Madame A. ISNARD et 2 voix contre Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG.



Délibération affichée le9.....DEC. 2020
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

[Signature]